

# « Ici, ce n'est pas grave d'échouer » : étudier au Québec, un aller souvent sans retour

Forte de sa situation de plein-emploi et de sa qualité de vie, la province canadienne incite de nombreux Français à convertir leur voyage d'études en projet d'installation.

Par [Alice Raybaud](#) Publié aujourd'hui à 06h00, mis à jour à 09h58



Anna Wanda Gogusey

Exit les grosses doudounes. Hello, la petite veste en jean clair, avec sac en toile jaune canari coincé sous le bras. « *L'hiver a été long* », admet volontiers Cécile Huysman, qui n'entend pas rater le plaisir des beaux jours. Mais qu'importe que le ciel soit encore gris et les températures un peu fraîches pour la mi-mai, la Française de 28 ans ne tarit pas d'éloges sur sa nouvelle terre d'adoption, le Québec.

En août 2018, elle arrive en tant qu'étudiante, pour suivre une maîtrise (équivalent du master) en études littéraires à l'université du Québec à Montréal (UQAM). Dans son pavillon universitaire, élégamment construit autour de la façade d'une ancienne église, Cécile loue un enseignement qui « *sort des sentiers battus* », avec une large place donnée

à la parole de l'étudiant. Des reproches à faire à la Belle Province ? La Parisienne de naissance en trouve très peu, elle qui est tombée en amour avec Montréal, dont elle apprécie l'ambiance et les services « excellents ». Sa décision est prise : elle restera ici à la fin de ses études.

Comme elle, beaucoup d'étudiants français, partis pour des universités québécoises, font finalement le choix de ne pas embarquer dans leur avion de retour. Le Québec est l'une des destinations d'études préférées des jeunes Français, qui y voient l'occasion de poser un premier pied en Amérique tout en conservant la langue de Molière. En 2017, on comptait près de 12 000 Français sur les 35 000 étudiants internationaux qui garnissaient les bancs des universités et des écoles de Montréal. Cette proportion importante s'explique notamment par les accords bilatéraux entre le Québec et la France. Ils permettent aux étudiants français de bénéficier de tarifs préférentiels pour les frais universitaires – malgré une augmentation en 2015.

**Lire aussi « [Etudier au Québec ne revient pas plus cher qu'à Paris](#) »**

## **Plein-emploi et secteur florissant de la tech**

Du côté des établissements québécois, la communication est intense pour « recruter » des élèves. Ils écument les salons étudiants étrangers et envoient des ambassadeurs dans les lycées. Les moyens engagés trouvent leur retour sur investissement : le nombre d'étudiants internationaux a augmenté de 37 % en cinq ans au Québec. Une nécessité pour la région, qui fait face à un ralentissement de sa croissance démographique et à une pénurie de main-d'œuvre, et ne pourrait plus se passer des étudiants étrangers. Alors que la province connaît un boom économique, les jeunes Québécois et Québécoises délaissent les universités, et les entreprises peinent à recruter des travailleurs qualifiés. En mai 2019, le taux de chômage s'élevait à seulement 5,4 %, s'établissant même à 2,8 % dans la région de la ville de Québec. De quoi faire rêver plus d'un Français.

L'un des sésames pour trouver un emploi sur place est sans nul doute de venir y faire une partie de ses études. Une fois terminées, l'étudiant devient alors éligible à un permis de travail post-diplôme (équivalent au temps d'études passé dans le pays, jusqu'à trois ans). « *Il y a une valorisation sur le marché du travail des étrangers venus étudier au Québec*, indique Michèle Glémaud, directrice du service de l'admission et du recrutement de l'université de Montréal (UDEM). *Cela assure aux employeurs la maîtrise de la langue française mais aussi une intégration déjà bonne à la culture québécoise.* » Quelque 8 500 permis de travail post-diplôme ont été délivrés en 2018 au Québec à des jeunes diplômés. Ces permis délivrés s'inscrivent dans une logique « d'immigration choisie » et qualifiée au Québec, qui devrait être renforcée avec un projet de loi voté lundi 17 juin, visant à sélectionner plus drastiquement les étrangers en fonction des besoins du marché du travail.

Article réservé à nos abonnés **Lire aussi** [Au Québec, une nouvelle loi complique les plans des candidats à l'immigration](#)

Les bénéficiaires des permis post-diplôme trouvent assez facilement un emploi, particulièrement dans les secteurs comme les nouvelles technologies. La métropole québécoise s'est imposée comme un des leaders mondiaux en intelligence artificielle mais aussi en conception de jeux vidéo.

On peinerait à croire que, avec son style si vintage, la tour de brique rouge accueille les activités d'une des entreprises les plus innovantes de Montréal. Ubisoft fait aujourd'hui figure de proue dans le Mile End, ancien quartier ouvrier, qui s'est gentrifié avec l'installation de nouveaux acteurs économiques. L'entreprise de jeux vidéo française doit à son studio montréalais – où elle emploie 4 000 personnes – de nombreux succès, dont le très lucratif *Assassin's Creed Origins*. Dans un pub, à deux pas du bâtiment, Alexandre commande une tasse de café au lait. Le jeune homme de 24 ans glisse deux pièces de pourboire. C'est l'usage. Les habitudes de la région, il les connaît bien. Arrivé à Montréal à 17 ans, il y a désormais fait sa vie, et démarré une carrière dont il aurait à peine rêvé quand, lycéen dans l'Hexagone, il lorgnait le monde du *game*.

Son envol pour le Québec, il le doit à une visite de l'université de Montréal dans son lycée de Colomiers (Haute-Garonne). La métropole canadienne est « *une capitale du jeu vidéo* », le Français le sait bien et il y voit une opportunité : « *C'était ça ou la fac à Toulouse. J'ai eu la chance que mes parents puissent payer mes frais de scolarité québécois.* » Il s'inscrit en informatique à l'UDEM, poursuit avec une maîtrise. Et ne revient plus en France. Aujourd'hui, il est programmeur 3D chez Ubisoft. « *Le secteur informatique se porte extrêmement bien à Montréal, il y a même trop de jobs à pourvoir !* », s'enthousiasme-t-il. Alexandre a déposé sa demande de résidence permanente.

**Lire aussi** [Profession : burlingueurs du jeu vidéo](#)

## « Pas de remarques machos »

François Bousquet a saisi sa chance à Montréal. Il y arrive à l'âge de 19 ans, pour un bachelor de relations internationales à l'UDEM. Là, avec ses colocataires étudiants, il monte une start-up, Outline Montréal, créatrice de masques LED qui s'illuminent au contact de la musique. Lancée en 2015, elle est aujourd'hui économiquement viable. Dans la ville, il s'est senti soutenu dans son projet. « *L'entrepreneuriat est valorisé, au Québec*, souligne le jeune homme de 25 ans. *Et Montréal est une ville créatrice, un petit microcosme multiculturel où beaucoup de jeunes lancent leur entreprise.* » C'est sans crainte que beaucoup de Québécois et d'étrangers tentent des aventures d'entrepreneurs. « *Ici, ce n'est pas grave d'échouer. Il y a une culture de l'échec très à l'anglo-saxonne.* » Lui non plus ne compte plus repartir.

Article réservé à nos abonnés **Lire aussi** [Etudiants étrangers : le Canada engrange les déçus de Donald Trump](#)

Des opportunités, Margaux Dupuis, 23 ans, en a également trouvé dans la Belle Province : « *J'avais grandi en France en me faisant à l'idée que mon travail serait sûrement nul. Au Québec, j'ai découvert cette possibilité de trouver un emploi qui correspond vraiment à son domaine et de vite progresser.* » Partie après le bac pour éviter le « système classe prépa » français, elle étudie l'économie et les sciences politiques à l'université de Montréal. Quand la question du retour se pose à la fin de son « baccalauréat » local (équivalent de la licence française), elle hésite un peu. Mais elle est séduite par la qualité de vie québécoise et ne se voit pas rentrer dans sa Haute-Loire natale. Elle poursuit avec une maîtrise à HEC Montréal et, une fois diplômée, est embauchée comme conceptrice de cours en ligne pour des entreprises.

A Montréal, Margaux Dupuis apprécie un climat plus propice à l'égalité entre les femmes et les hommes. Comme toutes les Françaises que nous avons rencontrées dans la Grande Ile, la jeune expatriée, qui s'exprime aujourd'hui avec un délicieux accent québécois, s'enthousiasme : « *Ici, le harcèlement de rue est quasiment inexistant. Je n'ai jamais ressenti le moindre stress en rentrant tard le soir chez moi. Même dans les bars, il n'y a aucune remarque macho.* »

Une vie « douce » dans une ville à taille humaine et pourtant très vivante, forte de nombreux festivals en été : c'est ainsi que les jeunes Français décrivent leur expatriation québécoise. Une vie d'autant plus douce que son coût y est bien moindre que dans les autres grosses villes américaines et dans de nombreuses métropoles occidentales. Les loyers y sont en effet assez peu élevés, pour des salaires plus importants qu'à Paris dans de nombreux secteurs. Montréal se positionne à la 147<sup>e</sup> place dans le palmarès mondial Mercer de 2018, qui classe les villes des plus chères aux moins chères. C'est loin derrière Paris, Londres ou, outre-Atlantique, les voisines New York, Chigago et Boston.



L'hiver dure en moyenne cinq mois au Canada. AGE / Photononstop

## « Le Québec n'est pas une Bretagne éloignée »

Mais la lune de miel n'a pas toujours lieu. Bien souvent, le motif du retour à grandes enjambées vers le pays natal porte un nom : l'hiver. S'étirant sur cinq mois, avec des températures pouvant descendre jusqu'à  $-30^{\circ}$ , il peut être un choc pour les expatriés. Cécile Huysman se souvient encore très bien de ses bras endoloris après la découverte du perce-glace et du déblayage d'allée des matins où sa porte s'ouvrait à peine sous le poids de la neige. Une expérience qui n'avait rien à envier à celle de l'achat précipité de boîtes de conserves destinées à s'assurer quelques vivres... si jamais la grosse tempête de neige en prévision la condamnait à rester à l'intérieur pendant plusieurs jours.

Pour autant, la jeune femme n'est pas découragée. « *L'hiver peut aussi être perçu comme le moyen de mieux profiter de l'arrivée du printemps. Dès que le soleil arrive, tout le monde sort dans les rues, fait la fête, profite des parcs...* », a découvert la Parisienne de 28 ans. Plus que le climat, ce sont finalement les droits sociaux dont elle pourra bénéficier au Québec qui l'interrogent, sur le front des soins de santé ou encore des congés payés (le plus souvent deux semaines par an).

S'installer au Canada implique une véritable adaptation que ne mesurent pas toujours les nouveaux arrivants. « *Les Français ont tendance à imaginer le Québec comme le 21<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou comme une Bretagne éloignée* », s'agace Rodolphe Barrere, 27 ans, installé à Montréal depuis dix ans. A HEC Montréal, où il a fait toutes ses études, il a lancé sa start up, Potloc, prestataire spécialisé en études de marché. Mais

avant cela, il se souvient avoir connu un choc culturel à son arrivée. « *Nous parlons la même langue mais ça ne veut pas dire que nous avons la même culture, qui est ici très américaine* », rappelle-t-il souvent aux « Frenchies » qui débarquent au Québec comme en pays conquis, et qu'on appelle d'ailleurs ici, affectueusement, « ces maudits Français ».

« *On présente souvent le Québec comme un eldorado*, observe Laurence Haguenaer, consule générale de France à Québec. *Les Français se pensent parfois dispensés de préparer leur expatriation. Pourtant ici tout est différent : le climat mais aussi la manière de faire des affaires, les habitudes, les coutumes, même le Français n'est pas le même.* » Si bien que parfois les chocs se transforment en tensions entre « cousins » transatlantiques. « *Il y a toujours comme une relation d'amour-haine entre les Français et les Québécois* », sourit François Bousquet. Un « je t'aime, moi non plus » qui ne dit pas son nom.

**Alice Raybaud** (Montréal, envoyée spéciale)